

# Premiers succès pour les sociétés françaises en Iran

**Airbus va vendre une centaine d'avions à Iran Air. Un contrat de plus pour des groupes français qui négocient leur retour sur un marché prometteur mais complexe.**

PAGE 16

Le 17 avril, un Airbus A330 d'Air France se posait à Téhéran pour la première fois depuis 2008.



## Les entreprises françaises à la conquête du marché iranien

*Grands groupes et PME poussent leurs pions dans le pays. Le marché reste cependant complexe car toutes les sanctions américaines n'ont pas été levées.*

**FABRICE NODÉ-LANGLAIS**  
 @Fnodelanglois

**MOYEN-ORIENT** L'annonce est imminente... Iran Air s'apprête à commander une centaine d'appareils à Airbus (*lire ci-dessous*). Début novembre, Total signalait pour l'exploitation d'un gisement de gaz, devenant la première grande compagnie occidentale à revenir en Perse. Quelques semaines plus tôt, PSA et Renault avaient eux aussi relancé leurs activités dans ce marché de 80 millions d'habitants. En avril, Air France réouvrait sa ligne Paris Téhéran. Plusieurs dizaines de milliers de passagers ont été transportés.

Près d'un an après l'ouverture du marché iranien, rendue possible par la levée des sanctions internationales contre le projet de bombe atomique, les entreprises françaises ont enchaîné les succès à Téhéran.

Les délégations de chefs d'entreprise français continuent de se rendre régulièrement en Iran pour prospecter et nouer des relations d'affaires. La conclusion de l'accord sur le nucléaire, en juillet 2015 entre Téhéran et six grandes puissances (dont les États-Unis et la France), a rouvert les portes de ce marché avide de biens de consommation, d'infrastructures, de technologie et de capitaux.

Pour autant, commercer avec les Iraniens reste un parcours pavé de chausse-trappes. D'abord parce que toutes les sanctions n'ont pas disparu. Le 1<sup>er</sup> décembre, le Sénat américain - à l'unanimité - a reconduit les sanctions qui ne sont pas liées à l'accord sur le nucléaire mais au soutien apporté par Téhéran aux organisations terroristes. Avec ces mesures, les États-Unis disposent d'un formidable moyen de pression sur les pays

qui désirent commercer avec l'Iran. Les transactions en dollars restent prohibées, de même que toute relation d'affaires avec la Banque Saderat, accusée par Washington de financer le terrorisme ou les gardiens de la révolution, très puissants dans l'économie du pays. Ils sont ainsi actionnaires de l'opérateur de téléphonie mobile MCI. C'est ce qui a incité Orange à se montrer très prudent. Pour l'instant, les projets iraniens du groupe semblent en sommeil.

### Le « made in France », apprécié des Iraniens

Dans ce contexte, les grandes banques françaises qui ont des filiales aux États-Unis refusent toujours de financer les projets hexagonaux en Iran. « *Les services de contrôle juridique (compliance) des banques françaises disent non aux transactions en Iran si elles ne reçoivent pas d'assurances explicites des autorités américaines,*

des lettres de confort », détaille Michel Makinsky, consultant expert de l'Iran. Airbus a pu avancer précisément parce qu'il avait reçu des licences du Trésor américain, en bonne et due forme.

Par ailleurs, tant que l'Iran restera sur la liste noire du Gafi, l'organisme intergouvernemental antiblanchiment, les grands établissements financiers français éviteront le pays. Aussi certaines entreprises tricolores se sont-elles rapprochées de banques plus modestes telles que Wormser, Delubac et Martin Maurel, susceptibles de mener « des petites opérations », ajoute Michel Makinsky.

« Les pressions américaines sont un véritable frein », confirme Zahra Azmoudeh Giacomini dont l'agence accompagne des clients en Iran. Mais des PME qui peuvent se passer des grandes banques parviennent à s'implanter. C'est le cas du groupe de métallurgie Forgital Dembiermont, qui a récemment reçu des commandes de trois villes iraniennes, ou encore de Gattefossé, producteur de composants pour la santé et la cosmétique, présent de longue date en Iran qui passe par un distributeur iranien.

Si le « made in France » est apprécié des Iraniens, la concurrence bat son plein. En Europe, les Italiens sont soutenus par une forte volonté politique. Le tout nouveau premier ministre Paolo Gentiloni avait conduit une des premières grandes délégations en

Iran dès l'été 2015, alors qu'il dirigeait la diplomatie de son pays. Sace, l'assureur-crédit public italien, va accorder des garanties à hauteur de 800 millions d'euros pour les PME et une ligne de crédits de 4 milliards d'euros pour soutenir des projets d'infrastructures. L'équivalent français de Sace, Coface, reste très prudent en matière de garantie publique. Or ce soutien est primordial pour exporter dans les pays à risque.

Sur le front bancaire aussi, l'Italie avance. Plusieurs branches de Banca Popolare se sont engagées à mener des opérations en Iran. Les entreprises allemandes peuvent se tourner vers l'Europäisch-Iranische Handelsbank (EIH) de Hambourg ainsi que vers des établissements régionaux qui n'ont pas d'activités aux États-Unis.

Dans les hydrocarbures, les Iraniens ont signé le 13 décembre deux protocoles d'accord avec Gazprom, bras énergétique du Kremlin, allié stratégique de Téhéran. Les Chinois, qui sont d'ailleurs partenaires de Total (via la compagnie CNPC), restent de gros acheteurs de brut. Les Coréens et les Japonais, soutenus par leurs banques, sont aussi à l'offensive, pointe Michel Makinsky. Ce contexte déjà difficile pour les entreprises françaises pourrait encore se compliquer avec la future politique iranienne de Donald Trump. Début de réponse sur cette inconnue majeure dans un mois. ■

## 4,5 % Taux de croissance du PIB en 2016 selon le FMI



Les services de contrôle juridique (compliance) des banques françaises disent non aux transactions en Iran si elles ne reçoivent pas d'assurances explicites des autorités américaines, des lettres de confort

MICHEL MAKINSKY,  
CONSULTANT EXPERT  
DE L'IRAN



1. François Hollande et Fabrice Brégier, directeur général d'Airbus, à l'Élysée à Paris. 2. Une enseigne Total à Téhéran. 3. Hashem Yekkeh-Zareh, le PDG du groupe iranien Khodro (à gauche) au côté de Carlos Tavares, président du directoire de PSA, à Téhéran. 4. AccorHotels s'est installé près de l'aéroport de Téhéran en ouvrant deux hôtels dont un Novotel.